



Numéro PPQ/9414

lundi 23 mars 2015

Les grands titres:

- Journée météorologique mondiale : l'ONU appelle à surmonter les défis climatiques
- Les taux de braconnage des éléphants sont restés pratiquement inchangés en 2014, selon CITES
- Territoires palestiniens occupés : les violations des droits de l'homme alimentent le conflit, selon l'ONU
- Les agriculteurs de Centrafrique ont d'urgence besoin de semis, selon la FAO
- Soudan du Sud : l'UNICEF se félicite de la libération de près de 250 enfants soldats
- Le chef de l'ONU attristé par le décès de l'ancien Premier ministre de Singapour
- Le Conseil de sécurité appelle les Yéménites à choisir la voie du dialogue pour régler leurs différends
- L'ONU salue la tenue d'une réunion trilatérale entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon
- Journée mondiale de l'eau : l'ONU appelle à juguler la crise de l'eau
- Journée des forêts : l'ONU appelle à ralentir le déboisement
- Journée pour l'élimination de la discrimination raciale : l'ONU appelle à tirer les leçons des tragédies de l'histoire
- Syrie : l'ONU condamne des attaques ayant visé les célébrations de Norouz dans la ville d'Hassaké

Journée météorologique mondiale : l'ONU appelle à surmonter les défis climatiques



23 mars - A l'occasion de la Journée météorologique mondiale qui est célébrée ce lundi 23 mars, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à surmonter les défis climatiques alors que les conditions météorologiques extrêmes et les changements climatiques ont des répercussions croissantes sur la planète et sur le bien-être humain.

« Au cours des trois dernières décennies, les inondations, les ondes de tempête, les sécheresses et les feux de friches ont fait un nombre considérable de victimes et causé des pertes économiques massives », a-t-il déclaré dans un message, soulignant que les ravages provoqués par le cyclone Pam à Vanuatu ne sont que la toute dernière illustration des effets catastrophiques que peuvent produire les phénomènes climatiques extrêmes.

Selon lui, atténuer les variations climatiques et s'y adapter est l'un des grands défis de notre époque. « Pour le relever, nous devons disposer d'informations fiables en temps voulu aux fins de l'adoption de décisions et de mesures appropriées, et les communiquer à ceux qui en ont besoin, sous une forme accessible et exploitable », a ajouté le chef de l'ONU.

Au cours des 12 derniers mois, des milliers de vies ont été sauvées en Inde, aux Philippines et ailleurs grâce à l'amélioration des prévisions météorologiques, des systèmes d'alerte rapide et des plans d'évacuation.

Les produits et services d'information fondés sur les prévisions climatiques peuvent aider à renforcer la capacité de résistance aux changements climatiques. Tel est l'objectif du Cadre mondial pour les services climatologiques, mis en place à l'initiative de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies



et qui vise à faciliter l'utilisation d'informations sur le climat pour réduire les risques de catastrophe, promouvoir la sécurité alimentaire et hydrique et préserver la santé publique.

La semaine dernière, la ville de Sendai a accueilli, au Japon, la troisième Conférence des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe. En juillet, la communauté internationale se réunira de nouveau à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour examiner la question du financement du développement. Les dirigeants tiendront ensuite un sommet à New York, en septembre, afin d'adopter un nouveau programme de développement comprenant un ensemble d'objectifs de développement durable. Et la communauté internationale a l'ambition de conclure un accord universel sur le climat à Paris, en décembre.

« Armés de nos connaissances, nous sommes capables de surmonter les défis climatiques et de créer des sociétés plus prospères et plus sûres pour tous », a conclu le Secrétaire général.

Les taux de braconnage des éléphants sont restés pratiquement inchangés en 2014, selon CITES



Un éléphant en République démocratique du Congo (RDC). Photo: UNESCO

23 mars - Le niveau global du braconnage des éléphants demeure pratiquement inchangé en 2014 par rapport à l'année précédente, selon les derniers chiffres publiés par le Programme CITES sur le suivi de l'abattage illégal des éléphants.

Toutefois, les taux de braconnage dépassent encore les taux de croissance naturelle des populations d'éléphants, ce qui signifie qu'une baisse continue du nombre d'éléphants est probable, précise la CITES dans un communiqué de presse.

Ces chiffres ont été présentés lundi lors du Sommet sur l'éléphant d'Afrique à Kasane (Botswana). Le secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) est administré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Genève.

« La survie des populations d'éléphants d'Afrique continue à être directement menacée, en raison des hauts niveaux de braconnage pour leur ivoire, notamment en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest où la situation semble s'être détériorée. Nous constatons toutefois certains progrès encourageants dans certaines régions d'Afrique de l'Est où les tendances générales du braconnage ont diminué, ce qui nous montre à tous ce qu'un effort soutenu et collectif peut rendre possible », a déclaré John E. Scanlon, Secrétaire général de la CITES.

La CITES a identifié les 22 pays les plus fortement impliqués dans le commerce illégal de l'ivoire. Ils sont classés en tant que pays de « préoccupation principale » (huit pays), pays de « préoccupation secondaire » (huit pays) et pays « méritant d'être suivis » (six pays). Le Comité permanent de la CITES a invité 19 d'entre eux à élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour l'ivoire (PANI).

Le Comité permanent de la CITES a recommandé la semaine dernière à toutes les parties de suspendre le commerce des espèces CITES avec la République démocratique du Congo, la République démocratique populaire lao et le Nigéria, ces pays n'ayant pas soumis leur plan d'action national pour l'ivoire au Secrétariat de la CITES dans le délai indiqué par le Comité permanent.

« L'élan généré ces dernières années se traduit par des efforts plus approfondis et plus intenses pour lutter en première ligne contre cette criminalité, là où cela est le plus nécessaire - grâce aux services de police et de douane, depuis le terrain jusqu'aux marchés illicites - et le renforcement de cet effort en première ligne nous donne à croire que si nous persistons et intensifions encore cette volonté collective, nous allons inverser les tendances du braconnage dévastateur observées au cours de la dernière décennie », a ajouté M. Scanlon.

Des sites tels que Bangassou (République centrafricaine), Garamba (République démocratique du Congo), Niassa (Mozambique), Pendjari (Bénin) et Selous-Mikumi (République-Unie de Tanzanie) restent particulièrement préoccupants. D'autre part, d'importantes baisses des niveaux de braconnage ont été signalées à Caprivi (Namibie), Chewore (Zimbabwe),

Meru, Samburu et Laikipia (Kenya), Ruaha-Rungwa (République-Unie de Tanzanie), et South Luangwa (Zambie).

Les plans d'action nationaux pour l'ivoire (PANI) constituent l'outil utilisé par la CITES dans 19 de ces 22 pays pour renforcer le contrôle du commerce et des marchés de l'ivoire, et aider à lutter contre le commerce illégal de l'ivoire. Chaque plan décrit les mesures urgentes que la Partie à la CITES s'engage à prendre - notamment les mesures en matière de législation, de lutte contre la fraude et de sensibilisation, le cas échéant - ainsi que les calendriers et jalons définis pour la mise en œuvre.

Territoires palestiniens occupés : les violations des droits de l'homme alimentent le conflit, selon l'ONU



23 mars - Les violations des droits de l'homme alimentent le conflit dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré lundi la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Flavia Pansieri.

« Les violations des droits de l'homme en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, sont à la fois la cause et la conséquence de l'occupation militaire et de la violence actuelle, dans un processus cyclique ayant de plus larges implications pour la paix et la sécurité dans la région », a déclaré Mme Pansieri lors d'un exposé devant le Conseil des droits de l'homme à

Genève.

Selon elle, la création de nouvelles colonies et leur élargissement dans le cadre de l'occupation israélienne sont au centre de nombreuses violations des droits de l'homme en Cisjordanie. Ces colonies « fragmentent le paysage palestinien et restreignent la liberté » tout en fragilisant le droit des Palestiniens à l'autodétermination, qui est « au cœur » de la solution à deux Etats.

La violence des colons suscite un climat d'impunité et la réponse des autorités n'est pas adéquate, a ajouté la Haut-Commissaire adjointe.

Elle a estimé que les affrontements à Gaza entre le 12 juin et le 26 août 2014 faisaient partie d'une troisième escalade « alarmante » des hostilités en sept ans, les Palestiniens de Gaza continuant à en ressentir les conséquences dévastatrices.

Mme Pansieri a souligné que les groupes armés palestiniens à Gaza étaient aussi impliqués dans « des violations claires » des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

Selon elle, l'actuelle impasse ne sert les intérêts de personne alors que les Israéliens et les Palestiniens vivent dans la peur d'une nouvelle escalade.

La Haut-Commissaire adjointe a insisté sur l'importance de la lutte contre l'impunité afin de briser le cycle de violences, de violations des droits de l'homme et pour éviter de nouvelles violations.

« Les enquêtes menées par Israël sont une avancée positive mais elles ne devraient pas être limitées à quelques incidents », a-t-elle dit. « A la lumière de l'impunité persistante concernant les opérations passées, des doutes demeurent concernant la volonté des autorités israéliennes de garantir la reddition des comptes ».

Elle a ajouté que la perspective de l'implication de la Cour pénale internationale (CPI) pourrait susciter des améliorations en matière de mécanismes de lutte contre l'impunité.

Mme Pansieri a également exprimé sa préoccupation concernant les mauvais traitements et les détentions arbitraires par les agences de sécurité palestiniennes mais a ajouté que l'adhésion de la Palestine à plusieurs traités internationaux offrait l'opportunité pour les responsables palestiniens de répondre aux préoccupations en matière de droits de l'homme.

Les agriculteurs de Centrafrique ont d'urgence besoin de semis, selon la FAO



23 mars - En République centrafricaine, les agriculteurs ont besoin de semences et d'outils d'urgence pour la prochaine campagne de semis qui démarre en avril, afin de conjurer une nouvelle détérioration des moyens d'existence des populations vulnérables dans le pays frappé par les conflits, a déclaré lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Environ 1,5 million de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire dans le pays et ce chiffre a de fortes chances d'augmenter en l'absence d'une aide immédiate. Par ailleurs, les graves pénuries alimentaires sévissant dans tout le pays pourraient s'aggraver, les mouvements de population déboucher sur une exacerbation des tensions, le retour des personnes déplacées et des réfugiés dans leur village être retardé, et les coûts de l'intervention d'urgence seraient susceptibles de grimper.

« Une bonne mise en œuvre des activités de la campagne agricole est essentielle pour atténuer les tensions politiques dont la cause principale est la pauvreté extrême. L'agriculture demeure la première source de revenus pour la majorité de la population du pays », a expliqué le Représentant de la FAO en République centrafricaine, Jean-Alexandre Scaglia. « Garantir les semis durant la prochaine campagne ainsi que des activités de résilience à plus long terme est l'occasion à ne pas manquer de contribuer aux efforts de paix en République centrafricaine ».

Dans l'ensemble, la production agricole est encore inférieure de près de 60% à la moyenne d'avant la crise. Ainsi, la campagne de soudure cette année devrait démarrer quatre mois plus tôt que d'ordinaire.

La FAO et ses partenaires du Cluster de sécurité alimentaire ont recensé 150.000 ménages touchés par la crise – agriculteurs, réfugiés de retour et familles d'accueil – qui n'avaient reçu aucun soutien et ont besoin d'une aide immédiate.

La FAO a déjà dispensé des fonds en faveur de 86.400 ménages, mais elle a besoin de 6,2 millions de dollars supplémentaires pour venir en aide à 63.600 ménages en vue de la prochaine campagne de semis. Chaque famille recevra les intrants agricoles indispensables, tels que semences et outils agricoles pour cultiver un lopin de 0,5 hectare de terre, qui couvriront les besoins alimentaires jusqu'à cinq mois, permettant de réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et de stabiliser les revenus.

Grâce aux fonds reçus en 2014, la FAO et ses partenaires sont venus en aide à plus de 140.000 ménages et sont parvenus à endiguer une crise alimentaire de grande envergure.

La campagne agricole de 2015 a été planifiée dans le cadre du Cluster de sécurité alimentaire. Les distributions d'intrants agricoles par la FAO sont menées en étroite collaboration avec le Ministère du développement rural et les ONG partenaires, ainsi que le Programme alimentaire mondial (PAM) pour la distribution de rations alimentaires afin d'éviter que les familles ne consomment les semences. Le Cluster de sécurité alimentaire, co-piloté par la FAO et le PAM, rassemble environ 70 organisations autour de stratégies de sécurité alimentaire, de gestion de l'information, de coordination des interventions et d'identification des priorités.

En 2015, la FAO met en œuvre un programme de 42 millions de dollars en République centrafricaine pour répondre aux besoins immédiats de la population, en renforçant la résilience de 90.000 ménages ruraux grâce à une approche intégrée centrée sur la communauté.

Soudan du Sud : l'UNICEF se félicite de la libération de près de 250 enfants soldats



23 mars - Près de 250 enfants soldats, dont quatre filles, ont été libérés ce weekend au Soudan du Sud par un groupe armé appelé la Faction Cobra. Cette libération devait être suivie par celle de 400 autres enfants au cours des jours suivants, s'est félicité le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

La libération a eu lieu dans le village de Lekuangole, dans l'État de Jonglei. Il s'agit de la troisième libération d'enfants suite à un accord de paix entre cette faction et le gouvernement. Les autorités et l'UNICEF travaillent ensemble pour s'occuper des enfants et les réintégrer dans leurs communautés.

La Faction Cobra a indiqué à l'UNICEF qu'elle avait près de 3.000 enfants soldats au sein du groupe armé.

Lors d'une cérémonie officielle à Lekuangole, les enfants ont échangé leurs uniformes contre des vêtements civils. L'UNICEF s'est ensuite chargée de prendre soin des enfants dans un centre provisoire dans le village où ils ont reçu de la nourriture, un toit et des soins médicaux.

L'UNICEF et ses partenaires pourront alors commencer le processus destiné à retrouver leurs familles et fournir si nécessaire un soutien psychosocial.

Cette nouvelle libération d'enfants soldats porte le nombre total d'enfants libérés à plus de 1.300 depuis le 26 janvier, a indiqué le Représentant de l'UNICEF au Soudan du Sud, Jonathan Veitch.

« Alors que nous nous félicitons de la liberté retrouvée pour ces enfants, nous sommes aussi profondément troublés par le fait que des centaines d'enfants ont été enlevés dans les Etats du Haut-Nil et d'Unity. Les garçons sont visés et arrêtés par les forces du gouvernement et de l'opposition », a-t-il ajouté.

« L'UNICEF condamne cette violation des droits humains et appelle toutes les parties à libérer les enfants. L'UNICEF est prête à soutenir leur démobilisation », a encore dit le Représentant de l'UNICEF.

Le chef de l'ONU attristé par le décès de l'ancien Premier ministre de Singapour



23 mars - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit profondément attristé par la mort de Lee Kuan Yew, ancien Premier Ministre de la République de Singapour, et a présenté ses condoléances à la famille de l'ancien Premier ministre, au gouvernement et au peuple de Singapour.

« Lee Kuan Yew était une figure légendaire en Asie, très respecté pour son leadership et son sens politique. Au cours de ses trois décennies au pouvoir, il a aidé Singapour à procéder à sa transition d'un pays en développement à l'un des plus développés dans le monde, le transformant en un centre d'affaires international florissant », a souligné le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

« Alors que Singapour marque le 50e anniversaire de son indépendance cette année, son père fondateur restera comme l'un des dirigeants asiatiques étant une des plus grandes sources d'inspiration », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général s'est déclaré reconnaissant de la forte coopération entre le gouvernement de Singapour et l'Organisation des Nations Unies, et a souhaité approfondir ce partenariat.

Selon la presse, Lee Kuan Yew, est décédé à l'âge de 91 ans. Il a été Premier ministre de 1959 jusqu'à 1990, quand il a quitté le pouvoir.

Le Conseil de sécurité appelle les Yéménites à choisir la voie du dialogue pour régler leurs différends



22 mars - Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni dimanche après-midi pour discuter de la situation au Yémen, où un attentat sanglant a fait plus d'une centaine de morts vendredi dans la capitale Sanaa.

La réunion a débuté vers 15h00 et a été suivie par des consultations.

Le Conseil a adopté une déclaration dans laquelle il "appuie la légitimité du Président du Yémen, Abdo Rabbo Mansour Hadi" et "condamne les mesures unilatérales prises par les Houthis, qui compromettent la transition politique au Yémen et mettent en péril la sécurité, la stabilité, la souveraineté et l'unité du pays".

Les membres du Conseil ont également demandé "de nouveau instamment à toutes les parties de convenir de dates, et de les annoncer publiquement, pour l'achèvement du processus de consultation constitutionnelle, d'organiser un référendum sur la constitution et de tenir des élections régies par la nouvelle loi électorale découlant de la nouvelle constitution".

Le Conseil a aussi insisté sur le fait qu'il a demandé "à toutes les parties au Yémen, notamment les Houthis, les représentants de l'Etat, les dirigeants des partis et mouvements politiques, et les membres des 'comité populaires' de choisir la voie du dialogue et de la consultation pour régler leurs différends".

Vendredi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité avaient condamné fermement des attaques terroristes au Yémen contre deux mosquées dans la capitale Sanaa pendant la prière du vendredi, ainsi que contre un bâtiment gouvernemental et une mosquée dans la région de Saada, qui ont tué et blessé des dizaines de personnes.

Selon la presse, les attentats-suicide perpétrés dans deux mosquées de Sanaa ont fait au moins 142 morts et 351 blessés. Les attaques ont été revendiquées par l'EIIL. Ces deux mosquées sont contrôlées par les miliciens chiites Houthis, qui tiennent la ville depuis septembre.

Le Secrétaire général avait appelé toutes les parties yéménites à cesser immédiatement toutes les actions hostiles et à exercer un maximum de retenue. Il leur avait aussi demandé de rester en contact avec son Conseiller spécial sur le Yémen, Jamal Benomar, afin de lui permettre de continuer à exercer les bons offices du Secrétaire général, en étroite coopération avec les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et le Conseil de sécurité.

L'ONU salue la tenue d'une réunion trilatérale entre la Chine, la Corée du Sud et le Japon



22 mars - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité de la tenue de la 7^{ème} réunion trilatérale entre les Ministres des affaires étrangères de la République de Corée, du Japon et de la Chine le 21 mars à Séoul.

« Le Secrétaire général espère que cela permettra de renforcer le mécanisme de coopération trilatérale », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général espère également que le Sommet trilatéral aura lieu rapidement comme convenu par les trois ministres. Il encourage en outre les parties concernées à coopérer étroitement pour promouvoir la confiance mutuelle et la coopération orientée vers l'avenir pour la paix et la prospérité dans la région », a-t-il ajouté.

Selon la presse, il s'agissait de la première réunion entre les chefs de la diplomatie des trois pays en près de trois ans. Aucun sommet trilatéral n'a eu lieu depuis mai 2012. Les trois nations cherchent à relancer leur coopération malgré des conflits historiques et territoriaux.

Journée mondiale de l'eau : l'ONU appelle à juguler la crise de l'eau



Boire de l'eau potable. Photo Banque mondiale/Arne Hoel

22 mars - A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau qui est célébrée le 22 mars, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé dimanche que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement fait partie des questions les plus pressantes auxquelles la planète est confrontée.

« Alors que l'ONU s'apprête à adopter un nouveau programme de développement durable pour l'après-2015 en septembre, cette année, la Journée mondiale de l'eau souligne le rôle essentiel et multiple de l'eau. Cet élément est nécessaire à la santé publique et au progrès équitable. Il est aussi indispensable à la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi qu'au

fonctionnement des industries », a déclaré le Secrétaire général dans un message.

Selon lui, l'apparition des changements climatiques, l'accroissement de la demande émanant de l'agriculture, des industries et des villes pour une ressource non renouvelable et la pollution qui s'aggrave dans de nombreuses régions précipitent une crise de l'eau qui ne pourra être jugulée que grâce à l'établissement d'une planification et de politiques globales et transversales aux niveaux international, régional et mondial.

« L'accès à l'eau potable et à l'assainissement fait partie des questions les plus pressantes. Malgré les progrès réalisés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement adoptés en 2000, quelque 750 millions de personnes (soit plus d'un dixième de la population mondiale) n'a accès à aucune source d'eau améliorée », a souligné le chef de l'ONU.

Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés par cette situation, qui non seulement met leur santé en danger, mais leur fait perdre un temps considérable consacré à aller puiser de l'eau, une activité non productive qui peut aussi être dangereuse.

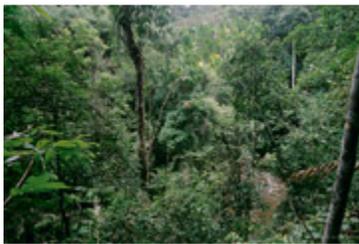
« Les données sur l'assainissement sont encore moins encourageantes. Près de 2,5 milliards de personnes vivent sans infrastructures d'assainissement améliorées et 1 milliard de personnes défèquent à l'air libre. Pour cette raison, l'assainissement est le domaine dans lequel les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire laissent le plus à désirer. Nous ne pourrions pas garantir la dignité, la santé et la prospérité de tous tant que nous n'aurons pas réglé cette question primordiale », a insisté Ban Ki-moon.



Selon lui, au fil des prochaines années, il faudra réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre pour éviter les plus graves répercussions des changements climatiques, c'est-à-dire l'évolution des phénomènes climatiques et le risque de sécheresse dans de grandes parties du monde.

« Afin de faire face aux nombreux enjeux relatifs à l'eau, nous devons travailler dans un esprit de coopération, être ouverts aux idées nouvelles et à l'innovation et nous tenir prêts à partager les solutions dont nous avons tous besoin pour garantir un avenir moins précaire, car le temps presse. Si nous y parvenons, nous pourrions mettre fin à la pauvreté, favoriser la prospérité et le bien-être de tous, partout dans le monde, protéger l'environnement et résister au danger que présentent les changements climatiques », a-t-il conclu.

Journée des forêts : l'ONU appelle à ralentir le déboisement



21 mars - A l'occasion de la Journée internationale des forêts qui est célébrée chaque année le 21 mars, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à ralentir le déboisement, à conserver des forêts en bon état et à donner à tous les moyens de faire face au changement climatique.

« Quelque 1,6 milliard de personnes, dont certaines appartenant aux plus de 2.000 cultures autochtones, tirent leur nourriture, leurs combustibles, leur bois d'œuvre et leur revenu de la forêt. Les trois quarts de l'eau accessible proviennent de bassins versants forestiers. Les forêts retiennent les glissements de terrain et l'érosion et, en cas de raz de marée, les mangroves réduisent les pertes en vies humaines et les dégâts matériels », a-t-il dit dans un message.

« Pour ces raisons et bien d'autres encore, les forêts occupent une place de choix dans le programme de développement pour l'après-2015. Elles jouent notamment un rôle important dans la capacité de résistance des sociétés aux effets des changements climatiques », a-t-il ajouté, notant que les changements climatiques sont le thème de la Journée internationale des forêts cette année.

Selon le Secrétaire général, la conservation de forêts en bon état va de pair avec l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces derniers. Après les océans, les forêts sont les puits de carbone les plus importants. Elles absorbent dans leur biomasse, leurs sols et les produits qui en sont issus, une quantité de carbone qui représente environ 10 % des émissions prévues pour la première moitié du siècle.

Dans le même temps, 17 % des émissions de dioxyde de carbone résultent du déboisement et des changements apportés à l'occupation des sols.

« Les forêts sont en première ligne face aux changements climatiques. Ces écosystèmes riches en biodiversité sont de plus en plus vulnérables face aux modifications des conditions météorologiques, des températures et des précipitations. Il est donc essentiel de préserver nos forêts et de les gérer de manière durable », a insisté le chef de l'ONU.

« Malgré la valeur écologique, économique et sociale des forêts, le déboisement continue à l'échelle mondiale à un rythme alarmant puisque 13 millions d'hectares de forêts sont détruits chaque année, ce qui n'est viable ni pour la population ni pour la planète. On observe toutefois des signes encourageants : au cours de la dernière décennie, le taux de reboisement mondial a reculé de près de 20 %, ce qui montre qu'il est possible d'arrêter cette destruction », a-t-il ajouté.

Selon Ban Ki-moon, afin d'assurer un avenir à tous et de donner à chacun les moyens de faire face au changement climatique, il faut investir dans les forêts, grâce à un engagement politique au plus haut niveau, à des mesures intelligentes, à une application effective des lois et à des partenariats et des modes de financement innovants.

Journée pour l'élimination de la discrimination raciale : l'ONU appelle à tirer les leçons des tragédies de l'histoire



Des enfants de la ville du Cap, en Afrique du Sud dans les années 1980, quand les mariages inter-raciaux étaient illégaux dans le pays.

21 mars - A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale qui est célébrée ce samedi 21 mars, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à tirer les leçons des tragédies de l'histoire pour combattre le racisme aujourd'hui.

« Chaque jour, des personnes de tous âges sont en proie à la haine, à l'injustice et à l'humiliation à cause de leur couleur de peau, de leur ascendance, de leur origine nationale ou ethnique, ou d'autres caractéristiques assimilées à l'idée de race. Cette discrimination est celle-là même qui a motivé l'oppression, la pauvreté, l'esclavage, le génocide et la guerre », a noté M. Ban dans un message.

Selon lui, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale offre l'occasion de réaffirmer l'engagement en faveur de l'édification d'un monde de justice et d'égalité, d'où la xénophobie et l'intolérance auront disparu.

« Nous devons tirer les leçons de l'histoire et prendre acte des ravages causés par la discrimination raciale. Pour ce faire, il faut préserver avec le plus grand soin la mémoire des errements du passé afin de mettre notre savoir au service de la lutte contre les préjugés et de l'enseignement de la tolérance, de la non-discrimination et du respect de la diversité partout et pour tous », a-t-il souligné.

Cette année, on célèbre le cinquantième anniversaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le début de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

« Depuis un demi-siècle, la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a fait des avancées. Nous avons assisté à la fin du colonialisme, à l'abolition de l'apartheid et à la naissance d'un mouvement mondial en faveur de l'égalité. L'histoire et l'actualité montrent cependant toutes deux que, dans le monde entier, la discrimination raciale demeure un danger manifeste à l'échelle individuelle et collective », a insisté le Secrétaire général.

Selon lui, il n'est possible de construire une paix durable qu'en respectant le principe de l'égalité en droit et en dignité de tous les individus, sans faire de distinction en fonction de l'appartenance ethnique, du sexe, de la religion, de l'origine sociale ou d'autres éléments identitaires.

Il a invité instamment toutes les nations à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à promouvoir l'exactitude historique et à mettre en place des politiques et des lois à même d'éliminer toutes les formes de discrimination, comme le veut la Convention.

Syrie : l'ONU condamne des attaques ayant visé les célébrations de Norouz dans la ville d'Hassaké



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

21 mars - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné des attaques ayant visé vendredi les célébrations de Norouz dans la ville d'Hassaké, au nord-est de la Syrie.

« Les informations initiales indiquent que deux attentats distincts ont tué et blessé près de 100 personnes, dont des femmes et des enfants. Ces attaques odieuses ont eu lieu pendant un jour férié qui est habituellement un moment permettant aux communautés kurdes de se réunir afin de partager leurs espoirs pour la nouvelle année », a dit le porte-parole du chef de l'ONU dans une déclaration à la presse publiée vendredi soir.

« Le Secrétaire général présente ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a pris note des informations liant l'EIL / Daech aux attaques. « Le programme méprisable de cette organisation terroriste comprend des efforts pour susciter des divisions confessionnelles et ethniques entre les diverses communautés de la Syrie. Il ne faut pas les laisser faire », poursuit la déclaration.

Ban Ki-moon a réitéré sa condamnation de tous les actes de violence contre les civils en Syrie et a une nouvelle fois demandé que toutes les parties dans ce conflit brutal arrêtent d'utiliser, dans des zones peuplées, des armes frappant sans discrimination.

La fête de Norouz est appelée aussi le nouvel an perse et est célébrée dans de nombreux pays qui ont été des territoires ou qui ont été influencés par l'Empire perse.